



## **ASIE/TERRE SAINTE - Vive protestation du Patriarche latin de Jérusalem contre la démolition par les forces israéliennes de l'une de ses propriétés qui hébergeait une famille palestinienne à Jérusalem-Est**

Jérusalem (Agence Fides) – « Il n'existe pas de justification à la démolition et lorsque la municipalité de Jérusalem et le gouvernement d'Israël ordonnent des démolitions et chassent les personnes de leurs maisons, ces actions alimentent la haine et minent l'avenir de la paix ». C'est en ces termes que le Patriarche latin de Jérusalem, S.B. Fouad Twal, a condamné la récente démolition d'une maison construite sur une propriété du Patriarcat latin par les bulldozers de la municipalité de Jérusalem escortés par des militaires israéliens. Les fortes déclarations ont été faites par le Patriarche à l'occasion de la visite qu'il a effectué sur le lieu de la démolition, dans l'après-midi du mardi 5 novembre. Le Patriarche était accompagné par Leurs Excellences NN.SS. William Shomali et Giacinto Boulos Marcuzzo, ainsi que par un groupe de prêtres et de consultants légaux du Patriarcat latin. Etaient également présents différents Consuls de pays étrangers, dont ceux d'Italie et de Belgique. Le terrain sur lequel se trouvait la maison démolie le 28 octobre dernier se trouve à proximité du barrage séparant Jérusalem de Bethléem et appartient au Patriarcat latin depuis une date antérieure à 1967. La maison était occupée par la famille de Salameh Abu Tarbush, composée de 14 personnes, qui ont raconté avoir été chassées de leur domicile par les militaires à 05h00 locales après que leurs téléphones portables leur aient été séquestrés. « Nous sommes les légitimes propriétaires – a ajouté le Patriarche – et vous entendrez notre voix devant tous les gouvernements du monde. Nous entreprendrons des actions légales devant les Cours compétentes afin de gommer cette injustice, de rétablir la justice et de reconstruire cette maison ».

La famille qui occupait la maison démolie se trouve actuellement sous des tentes fournies par la Croix Rouge.

(GV) (Agence Fides 06/11/2013)